

## **Le Traité Constitutionnel Européen**

### **Pour un Oui Alter-européen**

Lorsqu'on est révolté par l'état du monde, lorsque l'on constate les dégâts provoqués par le rouleau compresseur de la libéralisation, lorsque l'on observe en Europe le recul programmé des services publics, le démantèlement progressif de la protection sociale, la flexibilité croissante du travail..., il est bien tentant d'en attribuer les causes à la construction européenne, en oubliant comment tous les gouvernements sociaux-démocrates se sont coulés les uns après les autres dans le grand bain de la mondialisation et ont tous adopté des politiques dites de désinflation compétitive... Le libéralisme, il commence chez nous !

En cette période d'horizon bouché, il est commode de se dire qu'un grand Non enfin fera bouger les choses... Enfin l'on peut se refaire une virginité (n'est-ce pas Laurent Fabius ?) en accusant l'Europe de tous les maux...

Tout le mal viendrait de l'Europe... Si cela était vrai ! Qu'ont donc fait les 13 gouvernements sociaux-démocrates à la fin des années 90 ?

Il y a quelques années, un premier référendum nous a demandé de choisir l'entrée dans l'Euro... je fais partie de celles et ceux qui étaient convaincues que les règles définies allaient enserrer l'Europe dans un carcan néo-libéral du point de vue des contraintes économiques.. Et c'est en raison de mon attachement au projet d'une Europe solidaire que je refusais d'approuver ce traité, découpant dans la presse les articles traitant de la réforme des retraites en Italie, au Portugal....

Je fais partie aussi de celles et ceux qui en 1997 ont remarqué que dès les premiers jours de l'arrivée de la gauche plurielle le contrat signé entre Verts et PS était déjà mis en cause : en Juin 1997 fut signé par le nouveau gouvernement le Traité d'Amsterdam et le Pacte de stabilité que nous avions conjointement déclaré insignable en l'état... Il me semblait qu'une fenêtre d'opportunité était ouverte pour renégocier le dit Pacte. De nombreux gouvernements étaient alors sociaux-démocrates... Dans l'euphorie de la victoire, tout le monde fit l'autruche et l'on enterra la question.... Pas une vague au sein des Verts...

Il est à tout le moins curieux que ceux qui n'ont rien vu de fâcheux lors des précédentes étapes se réveillent aujourd'hui pour nous expliquer, après avoir laissé le libéralisme s'installer au cœur des politiques de l'Union, que cette fois, eh bien, non, ils ne marcheront pas...

C'est un peu tard ! Un peu tard parce que l'enjeu n'est plus le même. L'Euro et le Pacte de stabilité sont là... Voter non ne les enlèvera pas ! ( par contre les contradictions du Pacte le font bouger de fait, sans que le débat public soit d'ailleurs assumé). La direction de la concurrence, celle du commerce extérieur, celle du marché intérieur sont là....

Aujourd'hui, c'est dans les luttes concrètes contre certaines politiques de l'Union qu'il faut dorénavant s'inscrire ! Il faut suivre les négociations de l'UE au sein de l'AGCS et se battre pour transformer les règles commerciales, il faut mobiliser contre la directive Bolkestein qui permettra la libéralisation des services aux conditions du pays d'origine (bonjour la dérégulation salariale !), il faut se battre pour la rénovation et l'adaptation des services publics, étendre la sphère d'influence de l'économie sociale et solidaire !. C'est dans ces

bagarres que nous pouvons construire les alliances qui préfigurent l'Europe que nous voulons !

Bien sûr, il faut aussi réviser le socle juridique. Faut-il le faire en situation de rapport de forces. Au moment où apparaît enfin dans le droit européen la notion de service d'intérêt général, est-il de bon ton de nous renvoyer au Traité de Nice qui ne la reconnaît pas ? Au moment où le Parlement va enfin pouvoir se prononcer sur le budget agricole et se voit reconnu un large pouvoir de co-décision est-ce une bonne idée de le maintenir dans le corset de Nice ??

Quelques éléments m'ont poussée à me déterminer pour le Oui (et dieu sait que pour moi qui ait voté non à Maastricht, qui ait été révoltée par la trahison d'Amsterdam, c'est quand même aussi me faire violence.. ce serait tellement confortable d'être encore et toujours dans la dénonciation...). Ils sont essentiellement de deux ordres :

- Où allons-nous si nous votons Non ? Y a-t-il en ce moment dans l'UE une configuration qui permette d'envisager un bien meilleur Traité dans les mois à venir ? Que ceux qui pensent que le non permettra de déboucher sur une solution meilleure (et non pas sur le périlleux Traité de Nice) nous expliquent quelles forces aujourd'hui portent un projet de construction d'une Europe radicalement différente ou même simplement plus démocratique et plus sociale, sachant que les Traités se négocient obligatoirement par les gouvernements et que les mouvements sociaux ne sont hélas que peu organisés au niveau de l'UE... Voter Non, c'est voter Nice... Curieuse logique pour ceux qui dénoncent le libéralisme de choisir un texte pire de ce point de vue... Que l'on n'objecte pas la question de la partie 3 et de la constitutionnalisation des politiques publiques : ce texte est un Traité comme le prouve son mode de ratification.. Maastricht et Amsterdam gravent tout autant dans le marbre les politiques libérales que le nouveau TCE. Sans contrepoids du côté des services d'intérêt général...
- Cet argument est pour moi le plus déterminant : personne ne semble raisonner dans une perspective mondiale en se souciant de la Paix... et pourtant ! Bush vient d'être réélu pour quatre ans.. J'observe la politique internationale depuis la guerre de Bosnie... Chaque fois que la diplomatie US a pu empêcher l'émergence d'une unité européenne, elle l'a fait. Systématiquement. Il n'est que de voir les efforts faits pour opposer la Pologne, l'Italie, la GB et l'Espagne à l'axe Bruxelles/paris/Berlin lors de la deuxième guerre du Golfe... Les progrès faits dans le Traité Constitutionnel (présidence sur deux ans, ministre des affaires étrangères..) sont encore insuffisants, mais ils dessinent le chemin vers une diplomatie enfin européenne... Laisser l'Europe dans un « blanc géopolitique » est extrêmement irresponsable... Un argument consiste à dire que l'UE se rattache à l'OTAN.. qui ne voit cependant à travers le récent conflit irakien l'apparition d'une diplomatie différente ??? De fait la construction d'une Europe politique ne peut à terme que renforcer l'autonomie stratégique de l'UE... Nous avons besoin d'une Europe politique pour un monde multipolaire, un peu moins dangereux...

Personne ne dira que le TCE est excellent.

Mais il est mieux à plusieurs égards (pouvoir du Parlement en particulier et émergence d'une capacité d'influence accrue sur la scène internationale) que Nice, traité caractérisé par un fort

inter-gouvernementalisme et propice au blocage de la décision. Il dessine la perspective d'une UE plus politique. Il est d'ailleurs intéressant de constater comment enfin pour la première fois, même si c'est de façon relativement instrumentalisée (la lutte des places au PS..), un débat national a enfin lieu sur l'avenir de l'UE...

Il ne nous exonère en aucune manière des combats contre les politiques néo-libérales. Mais ceux-ci sont à construire sur des dossiers concrets avec des alliés à l'échelle européenne.

Dire oui nous oblige à continuer et élargir un combat, c'est rechercher avec d'autres forces politiques et sociales les voies pour la construction d'une autre Europe...

L'Europe que nous désirons prendra du temps à émerger. Elle nous demandera d'approfondir notre projet, de tisser des réseaux et des alliances, de la patience, de la détermination... Tout le contraire d'une prise de position facile et médiatique... Quelque chose qui nous demande de la cohérence sur le long terme... C'est ce que l'on attend d'une force politique...

Françoise Duthu

Pour aller plus loin, voir aussi sur ce site la rubrique débats